

POLYNESIE FRANCAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE
DES
ILES MARQUISES

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

COMMUNE DE UA-POU



DELIBERATION N° 45-2024 du 23 août 2024

Approbation l'opération de diagnostic, de schéma de modernisation et d'extension de l'éclairage public de la commune de Ua Pou.

DATE DE CONVOCATION
2024

DATE D’AFFICHAGE
2024

DATE DE LA SEANCE
23 août 2024

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE UA-POU

Légalement convoqué, réuni à la mairie en séance publique le 23 août 2024, sous la présidence du maire, Monsieur Joseph KAIHA ;

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
18	16	18
Abstention	Pour	Contre
0	18	0
Présents		
1-	Joseph KAIHA	
2-	Georges TEIKIEHUPOKO	
3-	Rosita HIKUTINI	
4-	Alain AH-LO	
5-	Yveline TOHUHUTOHETIA	
6-	Evelyne AH-LO	
7-	Teahu TEIKITUMENAVA	
8-	Sylvie HAPIPI	
9-	Joséphine TEIKITUNAPOKO	
10-	Joseph TEIKIHAKAUPOKO	
11-	Marietta MOTUEHITU	
12-	Isidore HIKUTINI	
13-	Wildorf TATA	
14-	Noël TATA	
15-	Marielle KOHUMOETINI	
16-	Ady CANDELOT	
Absents		
1-	Patricia KEUVAHANA	
2-	Tetaria HUUTI	
3-	Jacob KAIHA	
Procurations		
1.	Patricia KEUVAHANA à Joseph KAIHA	
2.	Tetaria HUUTI à Isidore HIKUTINI	
Secrétaire de séance		
	Marietta MOTUEHITU	

VU la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971, portant création et organisation des communes dans le Territoire de la Polynésie Française, modifiée et complétée par la loi 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

VU le décret 72-407 du 17 mai 1972, portant création des communes dans le Territoire de la Polynésie Française ;

VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

VU l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du CGCT aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, ratifiée par la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 dite « LODEOM » ;

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) applicables aux Communes de Polynésie Française ;

V

Considérant que la Commune de Ua Pou s'inscrit, en collaboration avec le service TE AUÏI de la Communauté de Communes des îles Marquises, dans une démarche de maîtrise de sa consommation électrique.

Considérant que la Commune de Ua Pou exprime le souhait d'étendre son parc d'éclairage afin d'améliorer le service proposé à ses habitants.

Sur la proposition du Maire,

Le quorum ayant été atteint,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

Par 18 voix pour, 0 abstention et 0 voix contre

ADOpte :

Article 1^{er} L'opération de diagnostic, de schéma de modernisation et d'extension de l'éclairage public de la commune de Ua Pou est approuvée.

Le travail de consultation des différents bureaux d'études et de l'ADEME réalisé dans le cadre d'une étude proposant un diagnostic technique et financier puis un schéma de rénovation et d'extension abouti à l'analyse présentée.

Article 2 : Le plan de financement de l'opération de l'étude de diagnostic de l'éclairage public de Ua Pou est approuvé :

Acte rendu exécutoire après transmission via l'application @CTES :

Le _____

Et publication ou notification

Du _____

Le Maire,
(Signature et cachet)

	HT	%	TTC	%
Commune de Ua Pou	1 240 000	38,75%	1 656 000	45,80%
ADEME	1 960 000	61,25%	1 960 000	54,20%
TOTAL	3 200 000	100,00%	3 616 000	100,00%

Article 3 : Le Maire est autorisé à mettre en œuvre les procédures relatives à la passation des marchés que les opérations exigeraient. Le Maire est de même autorisé à passer des conventions de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des opérations en tant que besoin.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services de la commune de Ua-Pou. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision de rejet. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 : Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits et ont signé au registre les membres présents.



Le Maire

Joseph KAIHA